

**ACHETEUR**



**EHPAD**  
**2, Résidence du Parc**  
**51240 ST-GERMAIN-LA-VILLE**

**EHPAD**

**RESIDENCE DU PARC**

**51240 ST-GERMAIN-LA-VILLE**

**Reconstruction des bâtiments d'hébergement et  
restructuration de la partie logistique, plateau  
technique, vie sociale et restauration de  
l'établissement.**

**MARCHE DE COORDINATION SPS**

**Cahier des Clauses Techniques  
Particulières**

**AMO**



**Agence Ile-de-France**  
**IdF / PUBLIC SANTE**  
**27, rue Camille-Desmoulins**

**92445 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX**

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCTP_Marché de C SPS
--	----------------------

## Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 2 - CLAUSES GENERALES .....	3
ARTICLE 3 DUREE DE LA MISSION ET PLANNING .....	4
ARTICLE 4 - DEFINITION DE LA MISSION .....	4
ARTICLE 5 - CONSISTANCE DE LA MISSION .....	7
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION .....	8
ARTICLE 7 - DEROULEMENT DE LA MISSION .....	9
ARTICLE 8 - CARACTERISTIQUE DE L'OPERATION .....	12
ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE .....	13

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCTP_Marché de C SPS
--	----------------------

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concerne la mission relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé instituée par la loi n° 93.1418 et ses décrets d'application n° 94.1159 et 95.543.

Cette mission concerne l'opération de reconstruction et restructuration des bâtiments de l'EHPAD de Saint Germain la Ville (51).

L'opération est lancée en Conception Réalisation et Entretien Maintenance (CREM)

**Lieu d'exécution de la mission** : résidence du Parc, 51240 Saint Germain la Ville

## ARTICLE 2 - CLAUSES GENERALES

Le présent marché est soumis à l'ordonnance de juillet 2015 et au décret de mars 2015 relatifs aux Marchés Publics, mis à jour en avril 2017.

A l'appui de sa proposition, chaque candidat doit préciser la composition de l'équipe mise en place, ainsi que les moyens et la méthodologie prévus pour assurer cette mission.

### 2.1 Exercice de la mission

Dès notification de son marché, le coordonnateur désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis du maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne son exécution, ainsi qu'un suppléant en cas d'absence. A défaut d'une telle désignation, le signataire du présent marché sera reconnu comme seul compétent pour émettre des avis et traiter avec le Maître de l'Ouvrage.

L'action du titulaire ne devra gêner en aucune manière le calendrier d'exécution des études et travaux.

### 2.2 Responsabilité technique - qualifications

Il est précisé que l'intervention du coordonnateur ne modifiera ni la nature ni l'étendue des responsabilités incombant à chacun des participants à l'opération en application des autres dispositions du Code du Travail.

Les responsabilités inhérentes au coordonnateur au titre de la présente mission sont définies par Décret.

Le coordonnateur devra justifier d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum, en matière de contrôle des travaux ou de maîtrise de chantier, ou de fonction de coordonnateur ou d'agent en matière de sécurité et de l'attestation de formation CSPS de niveau 1.

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCTP_Marché de C SPS
--	----------------------

### ARTICLE 3 DUREE DE LA MISSION ET PLANNING

La mission du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé commence dès la notification de son marché.

La mission prendra fin à la date de levée de la dernière réserve postérieurement à la réception des ouvrages.

Toutefois, le délai peut éventuellement être prolongé, par vacations, jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, pour des travaux imprévisibles qui nécessiteraient des dispositions particulières. Ces vacations seraient rémunérées par le Maître d'Ouvrage selon les modalités prévues à l'article 2. de l'Acte d'Engagement.

**Le planning prévisionnel de l'opération est :**

- Consultation Conception Réalisation et Entretien Maintenance : en cours (remise des dossiers le 31/01/2018)
- Démarrage de la mission CSPA: début février 2018
- Analyse des dossiers Conception Réalisation Entretien Maintenance : février 2018
- Jury consultation Conception Réalisation Entretien Maintenance : mars 2018
- Mise au point du marché CREM : mars à avril 2018
- Notification du marché CREM : avril 2018
- Etudes de conception : avril 2018 à avril 2019 (12 mois)
- Réalisation des travaux : avril 2019 à avril 2022 (36 mois)
- Levée des réserves : mai 2022 à juillet 2022 (3 mois)

Ce calendrier reste un planning enveloppe (54 mois), qui sera finalisé selon le projet de Conception Réalisation choisi; le présent marché pourra être adaptée par avenant notamment selon la durée réelle des travaux pour la partie de mission de suivi des travaux.

### ARTICLE 4 - DEFINITION DE LA MISSION

La mission du coordonnateur sera conforme à celle décrite aux sections 3 à 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

L'opération sur laquelle porte la mission du coordonnateur est une opération de 1ère catégorie au sens de l'Article R. 238-8 du Code du Travail, pour lequel le niveau 1 de compétence du coordonnateur est requis (article R. 238-9 du Code du Travail).
---

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé intervient sous la responsabilité du Maître de l'Ouvrage. Sa mission consiste notamment :

**4.1 A s'assurer que les principes généraux de préventions** définis aux articles L.235.1 et L.235.18 du Code du Travail sont effectivement mis en oeuvre.

**4.2 Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet :**

- \* à élaborer les documents figurant au 2° de l'article R. 238. 18 du décret n° 94-1159 : plan général de coordination lorsqu'il est requis, dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, registre - journal de la coordination, et à les tenir à jour.
- \* Le registre-journal de coordination est tenu à jour selon les prescriptions de l'article R. 238-19 du décret 94-1159.
- \* A établir le PGCSPS, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé afin de l'inclure dans les pièces contractuelles du concepteur réalisateur; ce document sera établi en coordination avec le concepteur réalisateur.
- \* à constituer et présider le collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.) ;
- \* A intervenir dans la phase de conception afin de définir avec le Concepteur Réalisateur les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des clôtures de chantier, des appareils de levage, des accès provisoires, des installations de chantier, des installations électriques ;
- \* A valider en phase conception les dispositifs liés à la sécurité dans toutes les phases de travaux, notamment vis à vis des résidents de l'EHPAD, qui reste en activité durant tout le chantier. Le phasage des travaux, et les méthodologies des travaux dangereux (démolitions, déposes des zones restructurées et désamiantage...) seront particulièrement à contrôler. Il y aura plusieurs phases de travaux avec des réceptions et des déménagements partiels.

**4.3 Au cours de la réalisation de l'ouvrage,**

- \* A organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

- \* A veiller à l'application des mesures de coordination et des procédures de travail qui ont été élaborées.
- \* A tenir à jour et à adapter le plan général de coordination et à veiller à son application.
- \* Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est établi par le coordonnateur et placé sous sa responsabilité. Il le transmet au Maître de l'Ouvrage dans les conditions des articles R. 238-38 et R. 239.39 du décret. Il le complète en tant que de besoin.

**4.4 A tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément au 4°, a) et b) de l'article R. 238-18 du décret du 26 décembre 1994 cité plus haut.**

- \* A Procéder avec le Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels. A faire pour chaque phase de travaux, même provisoire.
- \* A communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le Maître de l'Ouvrage et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.
- \* A valider le plan d'installation de chantier pour chaque phase de travaux vis-à-vis de l'hygiène et de la sécurité, et notamment pour les interférences avec la résidence.
- \* A prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier,
- \* A harmoniser les plans particuliers de sécurité et de santé élaborés et soumis aux prescriptions de la section 5 du décret 94-1159, lorsqu'ils existent.
- \* A participer et à animer les réunions en matière de sécurité et de protection de la santé - A assurer la rédaction et la diffusion des comptes-rendus correspondants.

Le Maître de l'Ouvrage prendra les dispositions prévues dans la section 7 du décret sur la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé concernant la voie d'accès au chantier. Le coordonnateur assistera le Maître de l'Ouvrage pour la définition des prestations à réaliser et vérifiera que l'ensemble des prescriptions de cette section 7 ont bien été respectées, et prises en compte par le Réalisateur.

## ARTICLE 5 - CONSISTANCE DE LA MISSION

### 5.1 Consultation Conception Réalisation et Entretien Maintenance

Dès réception des dossiers, le coordonnateur donnera son avis sur les 5 projets (de niveau APS) de la consultation de Conception Réalisation et Entretien Maintenance, en terme de sécurité et protection santé (sur le projet final et la phase chantier)  
Il participera à la commission technique. (présence au jury non nécessaire)

### 5.2 Conception, élaboration du projet

Dès que le Concepteur Réalisateur Mainteneur sera choisi, le coordonnateur participera selon besoin aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage quant à la conception et à l'élaboration du projet, et notamment dès la phase de mise au point de l'APS. Le Maître de l'Ouvrage lui transmettra toutes les études réalisées par le Concepteur Réalisateur Mainteneur intéressant sa mission dans un délai compatible avec l'accomplissement de celle-ci. Le coordonnateur établit un rapport d'analyse sur le dossier remis par le Concepteur Réalisateur Mainteneur, à l'issue de chaque phase d'étude (APD, PRO).

Le coordonnateur fournit au Concepteur Réalisateur Mainteneur (copie au maître de l'ouvrage et à son AMO) la totalité des documents techniques (notes écrites, plans,...) relatifs à sa mission.

Le coordonnateur prépare la déclaration préalable, pour envoi par le maître d'ouvrage aux organismes compétents.

### 5.3 Période de préparation de chantier

Pendant la période de préparation du chantier, le coordonnateur convoque toutes les entreprises à une première réunion au cours de laquelle il explique à tous les intervenants comment se conformer à l'application du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

Il les assiste pour l'élaboration du plan particulier de sécurité et de santé et organise des entrevues avec les entrepreneurs afin de vérifier l'avancement de leur travail.

Le coordonnateur valide le plan d'installation de chantier pour chaque phase de travaux.

### 5.4 Suivi du chantier

Le coordonnateur assistera :

- Aux rendez-vous de chantier hebdomadaires (**minimum 1 RdV hebdomadaire sur 2**)
- Aux réunions mensuelles dites "de Maîtrise d'Ouvrage",
- Aux rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous de chantier hebdomadaires afin d'assurer des compléments de mise au point qui peuvent s'avérer nécessaires,
- Lors de visites inopinées afin de s'assurer du respect des dispositions arrêtées lors de l'établissement des documents de base ou lors des rendez-vous tant hebdomadaires que particuliers.

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCTP_Marché de C SPS
--	----------------------

**Sa présence ne devra être inférieure en aucun cas à une visite par semaine et devra être adaptée selon les risques, les phases et l'avancement du chantier.**

Chaque passage sur le chantier devra être signalé au Maître d'Ouvrage: avis de passage à lui adresser avec les commentaires éventuels.

Le coordonnateur réalisera une visite exhaustive des ouvrages en fin de chantier, lors de la phase des Opérations Préalables à la Réception, afin de vérifier la bonne exécution des travaux dans le respect de la réglementation vis-à-vis de la sécurité et la santé des personnes. Ces éventuelles observations seront formalisées par un rapport de visite remis au maître d'ouvrage et son représentant afin de les inclure aux réserves d'OPR.

Le coordonnateur réalisera son DIUO après remise des DOE par le Concepteur Réalisateur Mainteneur

## ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

- \* Le coordonnateur recueillera auprès du Maître de l'Ouvrage et des autres participants, toutes les informations pouvant avoir une influence, soit sur le déroulement des études et des travaux, soit sur le montage général de l'opération.
- \* Il est convenu que la transmission des renseignements se fait par courriel (plans, lettres, notes ou comptes-rendus).
- \* Si le coordonnateur n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage et/ou à l'AMO.
- \* Les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution sont signés ou contresignés par le coordonnateur, personne physique désignée à cet effet.
- \* Le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
  - ◆ Informer, dès l'origine de l'intervention du coordonnateur, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat,
  - ◆ Donner au coordonnateur copie du permis de construire.
- \* Le coordonnateur adressera ses rapports au Maître de l'Ouvrage, ainsi qu' à l'AMO, aux Concepteurs, au Contrôleur Technique, aux Entreprises et Organismes compétents.
- \* Au cas où un désaccord apparaîtrait entre le coordonnateur et une Entreprise, en particulier dans la mise en place des mesures de sécurité et de protection de la santé collectives, une réunion de mise au point aura lieu en présence du Maître de l'Ouvrage ou de son représentant qui devront arbitrer le litige si une entente ne peut intervenir.



Les rapports devront être fournis dans les délais ci-après :

- analyse des 5 projets de consultation CREM : rapport à remettre sous **21 jours** à compter de la date de réception des dossiers.
- contrôle des documents de conception (APD et PRO): rapport à remettre sous **21 jours** à compter de la date de réception des documents d'études.
- Etablissement du PGC et du règlement de CISSCT : document à remettre sous **15 jours** à compter de la réception des éléments du Concpeteur Réalisateur.
- contrôle des documents d'exécution : rapport à remettre sous **15 jours** à compter de la réception des documents d'exécution.
- réalisation du DIUO : dossier à remettre sous **15 jours** à compter de la réception des DOE.

## ARTICLE 7 - DEROULEMENT DE LA MISSION

Le coordonnateur met en place un registre-journal de la coordination dans lequel il consigne au fur et à mesure le déroulement de l'opération :

Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières, qu'il fait viser par les entreprises concernées.

Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître de l'Ouvrage, au Concepteur, à l'entreprise principale ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.

Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

Il présente le registre-journal, sur leur demande, au Maître d'ouvrage, à son représentant, à l'inspecteur du travail ou son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et au représentant du chef du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et le cas échéant, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Le registre-journal est conservé par le coordonnateur jusqu'à la fin de la levée des réserves postérieurement à la date de réception de l'ouvrage. Il sera alors remis au Maître de l'Ouvrage.

## 7.1 Nature du plan général de coordination P.G.C.S.P.S.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera à réaliser durant la phase PRO, il sera est intégré aux documents contractuels constituant le marché du Concepteur Réalisateur Mainteneur.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises, des différents intervenants sur le chantier.

Il comporte notamment :

- 1 - Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.
- 2 - Les mesures d'organisation générale du chantier établies en concertation avec le Concepteur Réalisateur Mainteneur.
- 3 - Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
  - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
  - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
  - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
  - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
  - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
  - f) L'utilisation des protections collectives, des clôtures de chantier, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
  - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site,
  - h) les installations de la base vie (vestiaires, sanitaires, salle de réunion, bureaux....)
  - i) le phasage des travaux.
- 4 - Les sujétions découlant des interférences, avec les activités de l'EHPAD sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

- 5 - Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :
  - a) Pour les travaux de construction et de réhabilitation de bâtiment, les mesures arrêtées par le Maître de l'Ouvrage dans les pièces contractuelles prévues au marché du Concepteur Réalisateur Mainteneur.
  - b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le Maître de l'Ouvrage pour établir des conditions telles que les travaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail.
- 6 - Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnes ainsi que des mesures communes d'organisation prises en la matière.
- 7 - Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.  
En outre, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé rappelle le cas échéant, la mission du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
- 8 - Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tenu à jour par le coordinateur pendant toute la durée du chantier, est remis au Maître de l'Ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre-journal de la coordination.

## 7.2 Collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé élabore le projet de règlement du C.I.S.S.C.T., et le transmet au Concepteur Réalisateur Mainteneur en phase conception.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé propose au Maître de l'Ouvrage la constitution du C.I.S.S.C.T. dans les 9 jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux ainsi que toutes modifications ultérieures.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé assure la présidence et le fonctionnement du C.I.S.S.C.T. conformément aux dispositions du code du travail.

Le coordonnateur transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P.) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote de cette adoption.

Le coordonnateur assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège, dans un délai de trois jours aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travaux ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par le délégué du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

### 7.3 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S)

Le coordonnateur examine, analyse, vérifie chaque plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Il est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

En outre, le coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros-oeuvre et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L.235-6 du Code du Travail.

### 7.4 Dossier d'intervention ultérieure de l'ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur établit le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage prévu à l'article L.235-15 du Code du Travail en rassemblant sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis par le coordonnateur au Maître de l'Ouvrage, à la réception de l'ouvrage et son dossier définitif à la levée de la dernière réserve. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

## ARTICLE 8 - CARACTERISTIQUE DE L'OPERATION

Le projet consiste à la reconstruction et la restructuration de l'EHPAD la résidence du PARC à St Germain la Ville. Il s'agit d'une résidence pour personnes âgées destinée à accueillir 104 lits. La surface SDO projetée de l'ensemble de l'opération est de 6804 m<sup>2</sup> environ (surface incluant les circulations générales et locaux techniques), répartie en 1552 m<sup>2</sup> SDO restructurées et 5252 m<sup>2</sup> SDO neuves.

La résidence reste en activité durant les travaux.

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCTP_Marché de C SPS
--	----------------------

Le projet prévoit :

- La construction d'une extension accolée au bâtiment principal existant, avec des liaisons. Cette extension sera en R+2 sur vide sanitaire partiel. Le RdC comportera en particulier des locaux d'hébergement et d'activité.
- La démolition d'une partie du bâtiment existant avec désamiantage et enlèvement du plomb
- La restructuration d'une partie du bâtiment existant, et notamment de la partie logistique, le plateau technique et la restauration.
- Des aménagements extérieurs et notamment des voiries et parkings.

Le Concepteur Réalisateur Mainteneur est en cours de consultation.

L'estimation des travaux est de 10 500 000 Euros HT.

## ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du Coordonnateur SPS, le présent marché sera résilié sans indemnité.